

La facturation électronique en ligne pour l'été 2003

Les derniers écueils techniques ont sauté, les textes légaux seront terminés en janvier prochain. Ils devraient être votés avant la fin de la législature.

On s'active au sein du cabinet du Commissaire du gouvernement à la simplification fiscale, Alain Zenner. On veut en effet que soit inscrit dans la loi, avant la fin de la législature, le cadre définissant la facturation électronique en Belgique. *‘Si tout se passe comme prévu, l'administration devrait traduire dans les textes les dispositions étudiées par le groupe de travail que j'ai mis sur pied en mars dernier. La possibilité de facturation électronique serait dès lors inscrite dans la loi pour la rentrée, en septembre 2003’*, a expliqué Alain Zenner à *‘La Libre’*.

E-government de pointe

Dans ce cas, la Belgique conforterait encore sa position de tête dans les pays européens mettant en pratique les principes d'*‘e-government’*. C'est que la démarche visant à encadrer la facturation électronique a été induite par une directive européenne datée du 20 décembre 2001. *‘Cette directive, peu contraignante dans sa forme, vise à simplifier, moderniser et harmoniser les conditions imposées à la facturation en matière de TVA’*, nous explique Charles Demarch, conseiller au commissariat du gouvernement. Ce spécialiste de la simplification administrative rappelle que les Etats membres sont tenus de

traduire cette directive avant le 1er janvier 2004.

‘En fait, il existait bien un cadre législatif défini dans le code de la TVA (art. 53 octies) et qui date de décembre 1992, mais jusqu'à présent, il lui manquait les arrêtés royaux d'application. Et dans l'intervalle, l'administration a donné des autorisations au cas par cas, à la demande des entreprises.’ Récemment, l'administration a autorisé également des prestataires de services (comme Isabel) à effectuer pour des clients des facturations électroniques sécurisées.

En pratique

Pour les PME qui doivent traiter de gros volumes de facturation, l'avenir se présenterait donc de manière positive. En pratique, il leur suffirait d'étoffer leur logiciel comptable pour limiter à des échanges d'e-mails sécurisés (encryptés et assortis d'une signature électronique de base) le travail de facturation à l'endroit de leurs clients, pourvu que ceux-ci soient équipés pour recevoir ces envois. Ceci demande bien entendu une préparation de la clientèle, un suivi à long terme, et aussi -c'est moins évident- de prévoir des tâches nouvelles pour le personnel affecté au traitement des factures papier...

Patrick Van Campenhout